

Économie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE – Avril 2019 – Rédac chef: P. Le Scouëzec

Édito

L'effet positif des Gilets jaunes

La croissance française « va tirer son épingle du jeu » selon la dernière note de conjoncture de l'Insee... grâce aux Gilets jaunes ! En effet, elle devrait atteindre 1,3 % en 2019 contre 0,7 % en Allemagne. La raison en est les 10 milliards d'euros obtenus en décembre par les actions des Gilets jaunes, à travers la hausse de la prime d'activité, le chèque énergie, la prime Macron, le recul temporaire de la hausse de la CSG pour les retraités...

Bref, tout ce que le gouvernement et les médias ont dit sur l'impact négatif du conflit est faux (1). Pourtant, la CCI des Hauts-de-France poursuit sa propagande en annonçant 17 % de chiffre d'affaire en moins dans le commerce. Simplement par idéologie, car elle ne veut pas que les Français découvrent que la relance de l'économie par la consommation, ça marche !

(1) tout comme la grève des cheminots n'a pas empêché une fréquentation touristique record en France !

Le chiffre du mois

31,9 %. C'est la part des emplois non permanents dans l'agriculture picarde en 2016. Ce sont des saisonniers ou des salariés des entreprises de travaux agricoles (ETA) et des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Ce taux est plus élevé dans l'Aisne (34,1%) et la Somme (34,5%), en raison des cultures de la vigne et du maraîchage, que dans l'Oise (23,4 %), département de plus grandes exploitations et de cultures plus mécanisées.

Cela reste toutefois en dessous du niveau des Hauts-de-France (36,3%), en raison d'une main d'œuvre très précarisée dans le Nord : 45,1 % de salariés non permanents !

Près de 4200 emplois salariés en moins en 2018 en Picardie

Le patronat continue à supprimer à des effectifs dans la région. Pour masquer cette réalité, il entretient le mythe des difficultés de recrutements!

En 2018, la Picardie a perdu 4150 emplois salariés, soit 0,7 % de son total. Dans le même temps, les Hauts-de-France n'en perdaient que 0,1 % et la France en gagnait +0,6 %. Ces chiffres de l'Insee sont publics mais sont pourtant totalement ignorés par les décideurs et médias, qui s'en tiennent à la baisse du chômage et des besoins en emplois record, non synonymes pourtant de créations de postes de travail ! Si tout va bien, on peut se demander pourquoi les entreprises continuent quand même à réduire leurs effectifs.

Certes, la baisse est moins médiatique puisqu'elle provient de la diminution de l'intérim (-10%), du secteur non marchand (-1%), c'est-à-dire le public avec, notamment, les fins de contrats des précaires et emplois aidés, de l'industrie avec une énième année de recul : -0,8% en 2018. Seule la construction reprend des couleurs avec une hausse de 1,3 %.

Au plan départemental, seul l'Oise parvient à freiner la baisse (-0,1%) en raison d'un recul modéré de l'intérim (-5,2%), de l'industrie (-0,1%) et une bonne santé du bâtiment (+1,9%). En revanche, les pertes sont de 0,9 % dans la Somme, où l'implantation d'Amazon fait oublier à beaucoup la réalité de la situation : les services marchands (-1,2%) et non marchands (-1,1%) sont en perte de vitesse, avec les effets de la fin du statut de capitale régionale pour Amiens dans le public, et la construction toujours stagnante (0%). L'Aisne enregistre la chute de salariés la plus forte de la Picardie avec -1,4 % en 2018. Intérim (-13,5%), secteurs marchands (-1,4%) et non marchands (-1,3%) en sont aussi les causes, auquel s'ajoute le repli de l'industrie (-2,5%).

Une nouvelle fois, la conjoncture économique est plus défavorable en Picardie qu'ailleurs en raison du manque de dynamisme et d'adaptation du patronat local. Pour preuve, c'est que nos voisins des Hauts-de-France, dans le même contexte, s'en sortent à nouveau mieux : +0,3 % dans le Nord et -0,2 % dans le Pas-de-Calais.

Cette rareté de l'emploi en Picardie conduit à embaucher de plus en plus de salariés surqualifiés par rapport aux besoins des postes occupés, avec deux conséquences : une déqualification de plus en plus importante des salariés diplômés, notamment des jeunes, et un accès à l'emploi de plus en plus difficile pour les moins qualifiés, dont les postes qui devraient leur être destinés sont occupés par plus qualifiés qu'eux !

En clair, faute d'audace et dans la formation interne à l'entreprise, les employeurs bloquent le marché du travail en raison de leur vision à court terme, ne souhaitant pas investir dans l'homme.

Éducation: faibles dépenses des départements

L'Économie Picarde n°82 avait souligné la faiblesse de l'investissement de l'ancien conseil régional (PS-PCF-Verts) de Picardie dans la formation initiale et continue. Il n'y consacrait en 2015 que 38,6% de ses dépenses totales, le plus faible taux de métropole loin de la moyenne nationale de 43 %. C'est dire que le sujet, malgré le retard des Picards en ce domaine, n'était pas sa priorité.

Les actions des départements en la matière ne sont guère plus remarquables. Si, en 2016, l'éducation représente 8 % du budget des conseils départementaux en France, hors transport scolaire, cette part n'est que 6,4 % dans la Somme, 7,5 % dans l'Aisne et 9,4 % dans l'Oise. Ils font donc moins d'investissements (entretien, modernisation) là où les besoins sont les plus forts.

Par conséquent, il est urgent de ré-évoquer un budget exceptionnel de l'État pour compenser les retards de la Picardie. Sinon, ils persisteront !

Le numérique peu présent

En Picardie, 5140 personnes exercent une profession numérique en 2015. Ces métiers, essentiellement des professions de l'informatique et des télécommunications, ne représentent que 0,8 % des emplois de la région. On est loin du taux des Hauts-de-France (1,4%), lui même inférieur à la moyenne des régions de province. De plus, ces emplois sont concentrés dans les territoires les plus urbains. Ainsi, les zones d'emploi de Roissy et Beauvais regroupent 2000 des 2500 emplois de l'Oise, celle d'Amiens 1440 des 1700 de la Somme, et l'Aisne n'en compte que 930 sans réelle concentration.

Outre ce poids insuffisant, l'autre problème de la région est la faiblesse de la présence des métiers du numérique hors du secteur du numérique (information, communication, vente et fabrication de TIC). Ainsi, le transport, la restauration, les activités techniques et l'industrie sont encore peu digitalisés.

L'artisanat représente un emploi du secteur privé sur 7

En Picardie, 63400 personnes travaillaient dans l'artisanat (1) fin 2015, soit 14,0% de l'emploi dans le secteur privé. Cette part est inférieure à la moyenne des régions de province nationale (14,7%) mais, néanmoins, très supérieure à celle de l'ensemble des Hauts-de-France (11,7%).

Comme l'artisanat est majoritairement tourné vers des activités répondant à la demande de la population résidente, il est, proportionnellement, plus présent dans les départements ruraux. Ainsi, le poids de l'artisanat dans l'emploi privé est de 14,5% dans l'Aisne, de 14,2% dans la Somme mais seulement de 13,5% dans l'Oise. Au plan local, ces parts atteignent même 17% dans les zones d'emploi de Péronne et Chauny-Tergnier et 21% dans celle du Vimeu. Cependant, ces taux départementaux sont tous inférieurs au niveau national, indiquant que le domaine peut être une source de développement économique.

Parmi les 63400 personnes travaillant dans l'artisanat en Picardie, 29% ont un statut d'indépendant (gérant de société, entrepreneur individuel ou autoentrepreneur), soit 18660 personnes. Cette proportion est trois fois supérieure à celle observée dans l'ensemble du secteur privé. Cette part est plus élevée dans l'Oise (31%) et l'Aisne (32%) que dans la Somme.

(1) L'artisanat regroupe les entreprises dont l'effectif est inférieur à 250 équivalent temps plein, et dont le capital n'est pas détenu majoritairement par un groupe ou une tête de groupe étranger ou par un groupe français dont l'effectif est égal ou supérieur à 250.

Près de 1% de fonctionnaires d'État en moins par an

On compte en Picardie, fin 2017, 58970 fonctionnaires d'État, essentiellement dans l'Éducation nationale, la Police et les Finances. C'est 6,2 % de moins que fin 2010, soit 3900 emplois, alors que, sur cette période, les effectifs sont stables au plan national (-0,1%). Cela montre que notre région a été particulièrement visée par les politiques de Mrs Hollande et Macron, d'autant que la présence des fonctionnaires y est déjà plus faible qu'ailleurs : on compte 6,7 fonctionnaires d'État pour 100 habitants dans l'Oise, 8,0 dans l'Aisne et 8,8 dans la Somme pour une moyenne nationale de 8,5.

C'est l'Aisne qui a enregistré la diminution la plus sensible avec 9,3 % alors qu'elle est d'environ 5 % pour les autres départements picards : -4,9 % dans la Somme et -5,1 % dans l'Oise.

Depuis la fusion avec le Nord-Pas-de-Calais début 2016, le recul en Picardie a été de 1,1 %, soit la suppression de 680 postes.

Evolution des effectifs dans la Fonction publique d'Etat

